

Cote du document: EB 2015/116/R.20/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 c) ii)
Date: 17 décembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR)	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VII. Recommandation	9
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	8

Sigles et acronymes

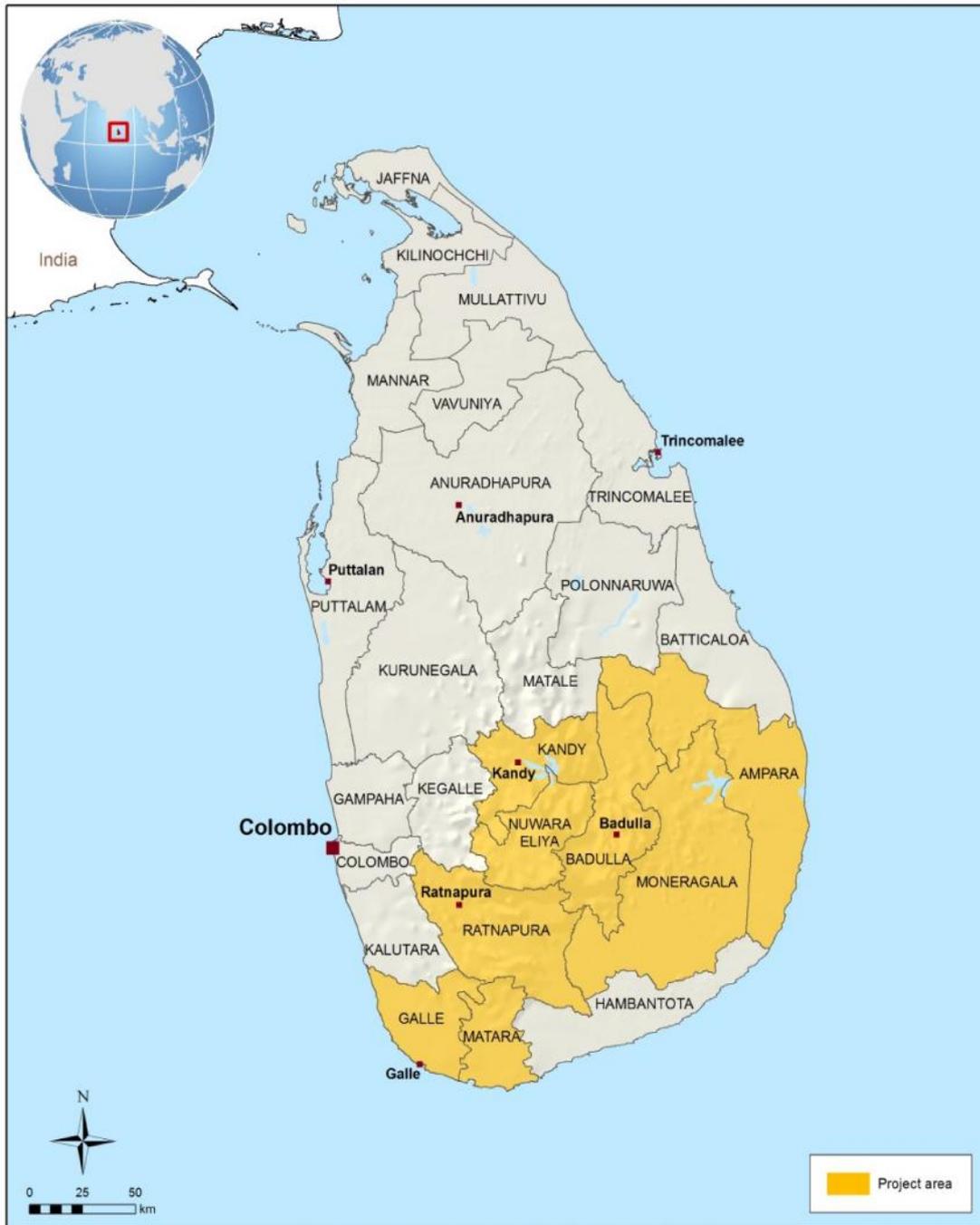
CDPD	cellule de direction du projet au niveau du district
COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
MdP	Ministère des plantations
PTBA	plan de travail et budget annuel
RDD	Rubber Development Department
S&E	Suivi-évaluation
TSHDA	Tea Small Holdings Development Authority
UGP	unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

Sri Lanka

Smallholder Tea and Rubber Revitalization (STaRR) Project

President's report



Source: FIDA; 02-12-2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République socialiste démocratique de Sri Lanka

Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République socialiste démocratique de Sri Lanka
Organisme d'exécution:	Ministère des plantations
Coût total du projet:	65,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	18,45 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,764 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinanceur(s):	Banque de Ceylan et Banque du peuple
Montant du cofinancement:	3,25 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	32,76 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,61 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc, telle qu'elle figure au paragraphe 34.

Proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'économie sri-lankaise a progressé à un rythme particulièrement soutenu ces dernières années, enregistrant un taux de croissance moyen d'environ 7,4% par an en 2014. Le pays est en voie d'atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et, en termes d'égalité entre les sexes, il soutient favorablement la comparaison avec d'autres pays classés dans sa tranche de revenus. Le cadre national des politiques de développement est exposé dans la Stratégie d'investissement public 2014-2016, qui fixe les principaux objectifs, notamment l'augmentation du revenu par habitant en vue d'atteindre 4 000 USD en 2016 et l'entrée du Sri Lanka dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le nouveau gouvernement, initialement élu en janvier 2015 puis reconduit en septembre 2015, a maintenu ces objectifs.
2. Quatre-vingts pour cent de la population de Sri Lanka réside dans des zones rurales, et bien que sa part régresse dans le PIB, l'agriculture reste le pilier de l'économie. Les petits exploitants agricoles jouent un rôle central dans la sécurité alimentaire. Les orientations stratégiques du gouvernement concernant l'agriculture visent à assurer des améliorations durables de la production grâce à une productivité accrue et à une meilleure compétitivité sur les marchés. La pauvreté est essentiellement un phénomène rural, et les principales catégories de population vivant dans la pauvreté sont: i) les petits exploitants agricoles (cultures et plantations); ii) les ouvriers travaillant dans de grandes plantations privées; iii) les petits pêcheurs et les pêcheurs artisanaux; iv) les ménages dirigés par une femme, et v) les travailleurs sans emploi ou sous-employés.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR)

3. Justification. Les sous-secteurs du thé et du caoutchouc contribuent de manière significative à l'économie nationale. Les petits producteurs de thé contribuent à hauteur de 70% à la production totale de thé de Sri Lanka tandis que les petits producteurs de caoutchouc cultivent 62% des terres consacrées à la culture du caoutchouc. Environ 50% des plantations de thé des petits producteurs ont plus de 20 ans et ne bénéficient plus d'une capacité de production optimale. Il est essentiel de replanter de nouveaux arbres pour éviter à de nombreux petits exploitants de passer sous le seuil de pauvreté. Le gouvernement a mis en place un régime de subventions qui vise à aider les petits exploitants à surmonter les difficultés auxquelles ils font face pour accéder à des produits financiers adaptés, en vue de replanter des théiers. Toutefois, la rapidité et le niveau de soutien financier de ce régime reste problématique, et des fonds supplémentaires sont nécessaires en vue de renforcer la participation des petits exploitants au programme de replantation.

Le projet complètera le régime public en vigueur, et renforcera son efficacité en fournissant des investissements en capitaux pour soutenir les petits exploitants au début du processus de replantation des théiers.

4. Dans le cadre du Plan directeur national du caoutchouc, le gouvernement a encouragé la culture du caoutchouc dans des zones qui n'étaient traditionnellement pas des zones de culture, afin d'offrir une nouvelle source de revenus aux petits exploitants. Cette expansion est aussi une réponse directe à la demande du secteur privé, qui a exhorté le gouvernement à accroître son soutien à la production de caoutchouc. Le gouvernement a adopté des mesures proactives qui facilitent l'octroi de permis fonciers, le défrichage des terres et le démarrage de plantations de caoutchouc. Le projet vient renforcer la priorité accordée par le gouvernement au développement du caoutchouc dans les zones non traditionnelles, en mettant l'accent sur l'appui aux petits producteurs.
5. Alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP-AR. Le projet s'inscrit dans la droite ligne des priorités de développement du gouvernement telles que définies dans la Stratégie publique d'investissement 2014-2016, en particulier les orientations politiques en faveur du thé et du caoutchouc. Il est conforme au COSOP-AR pour Sri Lanka (2015-2020) et contribue directement à ses deux objectifs stratégiques.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. La zone d'intervention du projet couvrira huit districts voisins du centre et du sud de Sri Lanka, à savoir Galle (thé), Matara (thé), Ratnapura (thé et transformation du caoutchouc), Badulla (thé), Kandy (thé), Moneragala (caoutchouc), Ampara (caoutchouc) et Nuwara Eliya (thé). On estime à 144 000 le nombre personnes ou encore 32 000 le nombre de ménages qui devraient bénéficier du projet.
7. Le groupe cible des interventions axées sur le thé seront les petits producteurs pauvres de thé qui possèdent moins d'un hectare de terres non productives de thé. Le groupe cible des interventions axées sur le caoutchouc seront les petits exploitants qui possèdent une plantation d'un hectare de caoutchouc et qui seront choisis selon leur niveau de pauvreté. L'égalité entre les sexes fera partie des critères de sélection des bénéficiaires, afin de veiller à ce qu'au moins 30% des producteurs de thé et de caoutchouc soient des femmes.

B. Objectif de développement du projet

8. L'objectif du projet est de permettre aux populations rurales pauvres d'améliorer leur sécurité alimentaire, d'accroître leurs revenus et de renforcer leur résilience. L'objectif de développement consiste à améliorer la productivité, la rentabilité et la résilience des activités économiques des petits producteurs de thé et de caoutchouc.

C. Composantes/résultats

9. Le projet s'articulera autour de trois composantes: i) développement des petits producteurs de thé; ii) développement des petits producteurs de caoutchouc; et iii) finance rurale accessible à tous, avec l'appui de la direction du projet.
 - i) Composante 1: Le développement des petits producteurs de thé (environ 44,44 millions d'USD, soit 69% du total des coûts de base), favorisera une meilleure organisation des petits producteurs de thé, en vue de leur permettre de produire et de commercialiser leurs produits de façon efficace et durable. Elle comprend les trois volets suivants: a) renforcement des sociétés de la filière thé en matière de production et de commercialisation; b) appui à la production axée sur le marché; et c) diversification des revenus et des débouchés pour les petits producteurs de thé.

- ii) Composante 2: Le développement des petits producteurs de caoutchouc (environ 14,78 millions d'USD, soit 22% du total des coûts de base), renforcera la production et la transformation de produits de caoutchouc de qualité, et les liens avec les marchés. Elle comprend les trois volets suivants: a) renforcement des sociétés de la filière caoutchouc, y compris la transformation et la sensibilité au marché; b) appui à la production axée sur le marché; et c) diversification des revenus et des débouchés pour les petits producteurs de caoutchouc.
 - iii) Composante 3: La finance rurale accessible à tous (environ 3,5 millions d'USD, soit 6% du total des coûts de base), facilitera l'accès des petits producteurs ciblés aux financements bancaires disponibles au profit de la production, de la récolte et de la commercialisation des feuilles de thé vert et du caoutchouc. Elle comprend deux sous-composantes: a) faciliter l'accès aux prêts du système bancaire; et b) soutenir les modalités d'exécution.
10. Les principaux produits escomptés comprennent: i) la revitalisation de 200 sociétés de la filière thé et le renforcement de 100 sociétés de la filière caoutchouc, en mesure de fournir efficacement toute une gamme de services à leurs membres; ii) la replantation de 5 500 hectares de théiers à haut rendement et de 3 000 hectares d'arbres à caoutchouc par des petits producteurs, afin de leur fournir une source durable de revenus et de diversifier leurs moyens de subsistance; et (iii) le renforcement des petits exploitants qui entreprennent des activités commerciales durables avec le secteur privé.

III. Exécution du projet

A. Approche

11. Le projet respectera les principes du développement participatif axé sur la demande pour veiller à ce que les petits producteurs soient les principaux décideurs lorsqu'ils participent aux activités du projet. Le projet adoptera une approche filière pour l'identification des activités pertinentes, qu'il s'agisse de la production, de la transformation ou de la commercialisation. L'exécution globale du projet tiendra compte des facteurs clés suivants: i) les producteurs de thé et de caoutchouc sont principalement des petits exploitants; ii) le secteur privé est désireux de promouvoir la production de thé et de caoutchouc afin de répondre à la demande croissante du marché pour ces produits, et de promouvoir une agriculture durable et responsable; iii) le secteur bancaire formel n'est pas en mesure de fournir de manière efficace les instruments de prêt nécessaires, en raison de ses procédures de traitement des prêts et de son aversion aux risques liés au crédit rural; iv) il est nécessaire de renforcer les capacités des agents de vulgarisation publics; il est également nécessaire de mettre en place une stratégie de mise en œuvre durable et qui ne provoque pas de tensions avec le personnel de l'organisme d'exécution; et v) le corps des agents publics au niveau des villages peut contribuer efficacement à la mise en œuvre du projet.

B. Cadre organisationnel

12. Le Ministère des plantations (MdP) sera l'organisme chef de file du projet. Le MdP: i) nommera un cadre supérieur qui sera chargé de la supervision de la mise en œuvre globale du projet; ii) mettra en place un comité de pilotage national qui guidera et orientera la mise en œuvre du projet; iii) établira une unité de gestion du projet (UGP) qui sera responsable des opérations quotidiennes du projet. L'UGP sera dirigée par un directeur de projet. La responsabilité de l'exécution au niveau des districts incombera à la Tea Small Holdings Development Authority (TSHDA) et au Rubber Development Department (RDD), deux des principales institutions du MdP. Le bureau de district de la TSHDA, dirigé par le directeur régional de la TSDHA, et le bureau de district du RDD, dirigé par le directeur adjoint du RDD, assumeront le rôle de cellule de direction du projet au niveau du district (CDPD).

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

13. Planification. Le cadre logique du projet servira de base pour la préparation du plan de travail et budget annuel (PTBA). Le cadre logique sera précisé périodiquement afin de refléter les modifications et les ajustements qui pourraient être nécessaires durant toute la durée du projet. Le directeur du projet assumera la responsabilité générale de la préparation du PTBA, avec l'appui du directeur régional de la TSHDA pour le thé et du directeur adjoint du RDD pour le caoutchouc au niveau des districts. Les PTBA du projet au niveau des districts seront préparés par le directeur régional de la TSHDA ou le directeur adjoint du RDD. Le directeur du projet sera chargé de regrouper les PTBA des districts en un PTBA global du projet, qui sera soumis à l'approbation du comité de pilotage national et devra recevoir un avis de non-objection du FIDA.
14. Suivi-évaluation (S&E). Le projet mettra en place un système efficace de S&E, qui fournira régulièrement des données et des informations fiables et détaillées, afin d'assurer une gestion saine axée sur les résultats et des prises de décisions éclairées. La responsabilité globale des activités de S&E sera confiée à l'UGP, plus précisément au coordonnateur du S&E, qui sera chargé d'assurer la cohérence et l'exactitude des rapports du projet et la rapidité de leur communication. Toutes les activités de S&E s'appuieront sur les lignes directrices du FIDA relatives au S&E des projets et sur les indicateurs de premier et de deuxième niveau du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Tous les indicateurs seront ventilés par sexe et statut socioéconomique, afin de permettre une évaluation correcte du ciblage de la pauvreté et des inégalités entre les sexes.
15. L'apprentissage et la gestion des savoirs feront partie des principaux thèmes sous-jacents. Le projet devrait fournir de précieuses opportunités d'apprentissage sur les plans politique, opérationnel et technique, du fait qu'il présente des caractéristiques innovantes qui peuvent améliorer l'efficacité du programme public en vigueur de revitalisation des plantations de théiers et d'expansion du caoutchouc. En outre, le projet peut contribuer à restructurer la façon dont les centres de traitement du caoutchouc sont financés et exploités comme des entreprises commerciales; démontrer comment le recours à l'éco-restauration peut améliorer les rendements des théiers; promouvoir des partenariats avec le secteur privé pour améliorer les liens avec les marchés; et améliorer l'accès aux instruments de prêt bancaires existants, pour la production de thé et de caoutchouc, et d'autres activités génératrices de revenus.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

16. Gestion financière. Le MdP, en tant qu'agence chef de file du projet, assumera la responsabilité de la gestion financière dans son ensemble. Les modalités de gestion financière seront, dans la mesure du possible, intégrées dans les systèmes gouvernementaux. Les fonctions fiduciaires des opérations quotidiennes relèveront de la responsabilité de l'UGP intégrée au sein du MdP, en lien avec la CDPD rattachée aux bureaux de la TSHDA et du RDD au niveau des districts. Le rôle de gestion financière de l'UGP comprendra la consolidation des PTBA, la gestion des flux de fonds, la gestion des comptes bancaires du projet, le traitement des demandes de décaissement, la consolidation des rapports financiers intermédiaires, et la préparation des états financiers annuels à des fins d'audit. L'UGP mettra en place un mécanisme d'avances temporaires pour la mise à disposition des fonds nécessaires aux CDPD. Elle sera également chargée de veiller à ce que les personnels responsables des aspects financiers au niveau des districts bénéficient d'une formation et de conseils pertinents concernant la communication des dépenses et des passations de marché. Le risque de la gestion financière du projet est jugé moyen. Les mesures à mettre en place pour atténuer ce risque incluent: des agents chargés des questions financières qualifiés et expérimentés, un manuel de procédures financières et comptables détaillé, des procédures de comptabilité

automatisées (logiciel de comptabilité), l'établissement de rapports financiers trimestriels, et des audits internes et externes.

17. Flux de fonds. Le MdP assumera la responsabilité de la gestion des flux de fonds provenant des prêts du FIDA et des fonds de contrepartie du gouvernement. Il sera chargé d'ouvrir et de gérer les comptes désignés en dollars des États-Unis à la Banque centrale de Sri Lanka, où seront versés le dépôt initial et les réapprovisionnements, d'obtenir les fonds de contrepartie convenus de la Trésorerie Générale, de transférer les demandes d'avance temporaire préparées par l'UGP en vue d'obtenir des avances provenant du compte désigné pour répondre aux besoins du projet, et d'examiner et de transmettre les demandes de retrait au FIDA. Le MdP prévoira chaque année des dispositions budgétaires suffisantes pour les fonds du FIDA et les fonds de contrepartie dans le budget national, sur la base du PTBA du projet.
18. Vérification des comptes. L'auditeur général, qui est chargé par la Constitution de vérifier tous les comptes publics, et rend compte chaque année au Parlement, effectuera l'audit externe du projet. L'auditeur général soumettra les états financiers vérifiés et un rapport d'audit détaillé accompagné d'une lettre de recommandations au plus tard six mois après la clôture de l'exercice financier.
19. Passation des marchés. Les passations de marchés de fournitures, de travaux et de services financés dans le cadre du projet devront respecter les directives nationales pour la passation des marchés, dans la mesure où elles sont conformes aux Directives du FIDA relatives à la passation des marchés. Les méthodes de passation des marchés à appliquer dans chaque cas dépendront de la dépense et du montant estimatif du marché. Les seuils pour les différentes méthodes de passation des marchés seront précisés dans la lettre à l'emprunteur.
20. Gouvernance. Conformément à sa politique de lutte contre la corruption, le FIDA appliquera le principe de tolérance zéro à l'égard des actes de corruption et des manœuvres frauduleuses, collusoires et coercitives.

E. Supervision

21. Le projet sera directement supervisé par le FIDA qui, en collaboration avec les pouvoirs publics, réalisera des missions annuelles de supervision, des missions régulières d'appui à la mise en œuvre, un examen à mi-parcours et un examen des résultats à l'achèvement du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

22. Le coût total du projet est estimé à 65,4 millions d'USD, y compris les imprévus (3,8 millions d'USD) sur une période de six ans. Les dépenses du projet sont réparties en: i) développement des petits producteurs de thé (69% du total des coûts de base); ii) développement des petits producteurs de caoutchouc (22% du total des coûts de base); iii) finance rurale accessible à tous (6% du total des coûts de base); et iv) gestion du projet (4% du total des coûts de base).

Tableau 1
Coût indicatif du projet par composante et source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt FIDA		Cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement des petits producteurs de thé	16 380	36,9	-	-	1 955	4,4	26 107	58,7	44 442	68,0
2. Développement des petits producteurs de caoutchouc	7 635	51,6	15	0,1	1 654	11,2	5 480	37,1	14 783	22,6
3. Finance rurale accessible à tous	50	1,4	3 251	92,8	-	-	201	5,7	3 502	5,4
4. Gestion du projet	1 699	63,6	-	-	-	-	974	36,4	2 674	4,1
Total	25 764	39,4	3 266	5	3 610	5,5	32 762	50,1	65 401	

B. Financement du projet

23. Le FIDA octroiera un prêt d'un montant équivalent à 25,764 millions d'USD à des conditions mixtes; le gouvernement fournira des fonds de contrepartie équivalant à 32,76 millions d'USD; les deux banques participantes mettront à la disposition du projet un montant équivalent à 3,25 millions d'USD sous forme d'une ligne de crédit en provenance de leurs fonds propres; et la contribution des bénéficiaires est estimée à 3,61 millions d'USD.

Tableau 2
Coûts du projet par catégorie de dépenses et par financeur
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt FIDA		Cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	4 491	60,5	-	-	1 772	23,9	1 162	15,6	7 425
2. Véhicules	686	41,0	-	-	-	-	987	59,0	1 674
3. Équipement et matériel	3 985	72,0	-	-	1 332	24,1	219	4,0	5 536
4. Services de consultation	587	89,5	-	-	-	-	69	10,5	656
5. Crédit	-	-	3 000	100	-	-	-	-	3 000
6. Biens, services et intrants	2 028	75,1	-	-	505	18,7	169	6,2	2 702
7. Dons en capital et subventions du gouvernement	9 624	27,0	-	-	-	-	26 000	73,0	35 624
8. Formation	1 294	67,3	251	13	-	-	364	18,9	1 923
9. Traitements et indemnités	1 645	41,0	-	-	-	-	2 369	59	4 014
10. Dépenses de fonctionnement	1 424	50,0	-	-	-	-	1 424	50	2 847
Total	25 764	39,4	3 251	5	3 610	5,5	32 762	50,1	62 504

C. Résumé des avantages et analyse économique

24. Le projet devrait bénéficier à un total d'environ 32 000 ménages et 144 000 personnes. Les ménages pauvres et les ménages dirigés par une femme seront tout particulièrement ciblés. L'appui du projet en faveur de la replantation de théiers et des cultures intercalaires devrait favoriser une augmentation des rendements des plantations de thé et des cultures intercalaires, comme le poivre. En moyenne, la production des ménages devrait passer de 3 000 kilogrammes/hectare à plus de 14 000 kilogrammes/hectare de feuilles de thé fraîches par an, au cours d'une période de 20 ans, au minimum. Les petits exploitants de plantations de caoutchouc devraient bénéficier d'un revenu régulier de la vente du latex, dont la production moyenne devrait s'établir à 2 160 kg par an au cours des 30 prochaines années. Le projet contribuera à la durabilité institutionnelle au niveau des villages à travers le renforcement des sociétés de thé et de caoutchouc et l'établissement de

liens avec des partenaires du secteur privé. Le taux de rentabilité économique interne du projet est estimé à 26%.

D. Durabilité

25. Le projet intègre dans sa conception plusieurs aspects importants qui permettront d'améliorer la durabilité des avantages pour les petits exploitants. Les investissements seront principalement axés sur la replantation des théiers et la plantation d'arbres à caoutchouc sur de nouvelles terres. Les plantations de thé devraient permettre des récoltes pendant encore 20 à 25 ans, tandis que les petits producteurs devraient pouvoir tirer profit des plantations de caoutchouc pendant 30 à 35 ans. La qualité de la production sera garantie à travers la fourniture de plantes de qualité en provenance de pépinières certifiées par l'Institut de recherche sur le thé et l'Institut de recherche sur le caoutchouc. La commercialisation du thé et du caoutchouc ne constitue pas un problème dans le pays car il existe une forte demande pour ces produits. En raison de la grave pénurie de caoutchouc, la production supplémentaire de caoutchouc devrait être facilement commercialisée. La capacité des petits exploitants à convertir le latex en feuilles nervurées améliorera sa durée de conservation, et facilitera davantage encore sa commercialisation. La capacité accrue des groupes cibles d'entreprendre des cultures intercalaires et d'autres petites activités, grâce à l'appui du projet, améliorera la durabilité de leurs moyens de subsistance. Les moyens de subsistance des petits exploitants seront encore renforcés par les revenus accrus générés grâce aux liens avec le secteur privé et à la mise en œuvre de modèles opérationnels.

E. Identification et atténuation des risques

26. Le premier risque est l'absence de capital des petits producteurs pour investir dans la replantation des théiers et la plantation d'arbres à caoutchouc sur de nouvelles terres, et acquérir du matériel pour la transformation. Pour y remédier, il sera nécessaire de fournir un appui sous forme de capital au démarrage, afin de compléter les financements publics. Le second risque découle de l'absence de matériel végétal, qu'il est possible d'éviter en soutenant les pépinières privées pour le thé et la grande pépinière du RDD dans le district d'Ampara pour le caoutchouc, afin qu'elles soient en mesure de fournir le matériel végétal nécessaire. Le troisième risque est lié à la régularisation en temps opportun des terres destinées aux nouvelles plantations de caoutchouc. Ce risque est actuellement traité de manière proactive par le MdP en collaboration avec le Département des forêts et l'Autorité de développement de Mahaweli, qui ont tous les deux convenu de mettre les terres à la disposition des petits producteurs dès le démarrage du projet. Le quatrième risque réside dans la faible capacité de gestion et de négociation des groupes d'agriculteurs, l'accès limité aux routes, l'absence de transports et d'informations sur le marché. Pour remédier à ces risques, les sociétés des filières thé et caoutchouc bénéficieront d'un renforcement des capacités, et un soutien sera accordé à l'amélioration des routes rurales pour une meilleure accessibilité des exploitations. Enfin, les risques liés aux facteurs climatiques tels que la sécheresse, qui limitent les rendements, seront atténués grâce à l'adoption de bonnes pratiques agricoles, y compris la réhabilitation des sols et la gestion de l'humidité du sol.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

27. Le projet est conforme aux politiques pertinentes du FIDA, plus précisément:
- i) le groupe cible du projet a été clairement défini et la sélection de la zone d'intervention du projet est conforme à la politique du FIDA en matière de ciblage;
 - ii) dans le respect de la politique du FIDA relative à l'égalité des sexes, le projet prévoit des dispositions particulières pour le ciblage des femmes, et des indicateurs ventilés par sexe seront utilisés pour assurer le suivi de la participation des femmes;
 - iii) conformément à la stratégie du FIDA concernant le secteur privé, le projet mettra tout particulièrement l'accent sur le développement et le

renforcement des liens entre les petits producteurs et les collecteurs et les transformateurs de thé et de caoutchouc agréés, iv) conformément à la politique du FIDA en matière de finance rurale, le projet facilitera l'accès des petits producteurs aux financements disponibles pour la production, la récolte et la commercialisation des feuilles de thé vert et des produits de caoutchouc; et v) la conception du projet a mis à profit les stratégies et les outils d'orientation du FIDA concernant la gestion des ressources naturelles, le changement climatique et l'environnement, et a organisé les activités du projet de manière à créer des effets positifs sur l'environnement et à procurer des avantages socioéconomiques aux communautés.

B. Alignement et harmonisation

28. Le projet s'inscrit dans la droite ligne des priorités du gouvernement concernant les sous-secteurs du thé et du caoutchouc, et appuie la mise en œuvre du récent Plan directeur national du caoutchouc. Il complètera les programmes en vigueur du gouvernement axés sur la replantation de théiers et la production de caoutchouc par de petits producteurs. Le projet examinera et soutiendra divers types de partenariats entre les bénéficiaires du projet et le secteur privé en vue d'accroître l'accès des petits producteurs aux marchés et aux services financiers.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

29. Le projet étendra à de nouvelles zones géographiques les interventions couronnées de succès à l'appui de la production de thé et de caoutchouc des petits producteurs, lancées dans le cadre du Programme de développement de l'entrepreneuriat des petits exploitants, financé par le FIDA. Il offrira un soutien financier pour la création de modèles opérationnels qui établissent des liens entre les petits exploitants et le secteur privé, afin de leur garantir un accès au marché efficace. Le projet établira également des partenariats avec les deux banques publiques, en vue d'améliorer l'accès des petits exploitants aux produits financiers existants spécifiques pour le thé et le caoutchouc.

D. Participation à l'élaboration des politiques

30. Le projet facilitera la réalisation d'études visant à évaluer le rôle et la contribution des dons initiaux en capital pour favoriser la participation des petits producteurs au programme de replantation des théiers. Les résultats de ces études seront utilisés pour instaurer une concertation sur les politiques avec le gouvernement, en vue d'examiner et éventuellement de réviser son régime de subvention, afin d'améliorer son efficacité au profit des petits exploitants.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

31. Un accord de financement entre la République socialiste démocratique de Sri Lanka et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
32. La République socialiste démocratique de Sri Lanka est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
33. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

34. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à dix-huit mille quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (18 450 000 DTS), qui sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Smallholder Tea and Rubber Devitalization (STARR) Project "

(Negotiations concluded on 26 November 2015)

Loan Number: [click and insert number]

Project Title: Smallholder Tea and Rubber Revitalization (STARR) Project

The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is 18 450 000 SDR (eighteen million four hundred and fifty thousand Special Drawing Rights).
2. The loan is granted on blend terms, with interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25% per annum, plus a service charge of 0.75% per annum. The loan will have a maturity period of 25 years, including a grace period of five years starting from the date of approval by the Executive Board of IFAD.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.

6. There shall be a Designated Account (DA) at the Central Bank of Sri Lanka. The Borrower, through the Project Management Unit (PMU), will open two separate Project Accounts at PMU level at a commercial bank acceptable to both IFAD and the Borrower, to deposit funds received from IFAD through the DA and counterpart funds received from the General Treasury.

7. The Borrower shall provide counterpart financing for an amount estimated at thirty-two million eight hundred thousand United States Dollars (USD 32 800 000) corresponding to subsidies related to the national ongoing tea and rubber replanting programme, taxes, and other expenditures as defined in the AWPBs.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Plantation Industries.
2. The following are designated as additional Project Parties: Tea Smallholding Development Authority (TSHDA) and Rubber Development Department (RDD).
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered by the Fund and the Project supervised by the Fund in collaboration with the Borrower.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) a DA shall have been opened as described in section B6 hereto;
 - (b) two Project Accounts at PMU level shall have been opened as described in section B6 hereto;
 - (c) the Project Director and the Finance Manager shall have been duly appointed/designated and received prior no objection by the Fund; and
 - (d) a draft Project Implementation Manual (the "PIM"), as referred to in Schedule 1 to the Agreement, shall have been duly submitted and received the no objection by the Fund.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Director General
Department of External Resources
The Secretariat
Colombo 01
Sri Lanka
T P No: 0094 11 24846693
Fax No: 0094 11 24476633

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome
Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

THE DEMOCRATIC SOCIALIST REPUBLIC OF SRI LANKA

[insert NAME of the Authorized Representative]
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project shall benefit about 32 000 smallholder households mainly in the eight districts of Ampara, Moneragala, Badulla, Galle, Matara, Kandy, Nuwara Eliya and Ratnapura (the "Project Area").
2. Goal. The goal of the Project is to enable poor rural people to improve their food security, increase their incomes and strengthen their resilience.
3. Objectives. The objective of the Project is to develop more productive, profitable and resilient economic activities of tea and rubber smallholders in the Project Area.
4. Components. In addition to the Project Management component, the Project shall consist of the following Components: (A) tea smallholders' development, (B) rubber smallholders' development, and (C) inclusive rural finance.

II. Implementation Arrangements

5. Organisation and management

Lead Project Agency. The Ministry of Plantation Industries (MPI) shall be the Lead Project Agency and shall have overall responsibility for the implementation of the Project. Among other things, the Lead Project Agency will chair the National Steering Committee.

National Steering Committee (NSC). Headed by the Secretary of MPI or his alternate, a NSC shall be established to provide the overall policy and administrative support, coordination and direction to the Project in accordance with this Agreement. The rest of the membership shall be drawn from, inter alia, core development and finance departments, implementing departments, the private sector including the banking sector and the Farmers representatives. The NSC will meet minimum once a year to approve the AWBP.

Project Management Unit (PMU). A PMU shall be established and operate as an autonomous institution headed by a Project Director under the guidance of the NSC, and shall be responsible for daily implementation of the Project, including Project planning and budgeting, coordination, monitoring, procurement and annual audits. The PMU shall be composed of the Project Director, a Finance Manager, a procurement officer, and Monitoring and Evaluation officer as well as a Public Private Partnership (PPP) Linkages Coordinator, and necessary support staff. The Fund's no objection shall be received before the appointment or dismissal of the Project Director and other key Project personnel (Finance Manager, a procurement officer, and Monitoring and Evaluation officer as well as a PPP Linkages Coordinator).

Service providers/implementing partners. The main implementing partners in the Project shall be (i) Private sector, (ii) Bank of Ceylon and People's Bank, (iii) TSHDA, (iv) and RDD and farmer organizations.

6. Mid-Term Review. The representative of the Borrower, the Lead Project Agency, the Ministry in charge of Project monitoring and the Fund shall jointly carry out a Mid-Term Review of Project implementation no later than the end of Project Year 3.

7. Project Implementation Manual. The Lead Project Agency shall prepare a draft Programme Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund. The PIM shall include, inter alia:

- (i) Qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Project parties;
- (ii) Recruitment and appointment procedures for key Project personnel;
- (iii) Criteria for the performance appraisal of the Project personnel and adequate internal control system;
- (v) Targeting and selection criteria for participating beneficiaries;
- (vi) Operational procedures for project implementation, monitoring and evaluation; and
- (vii) Financial management and procurement procedures, including accounting procedures for bookkeeping and reporting, expenditure approval procedures, flow of funds and bank account operation and reconciliation processes.

The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage net of tax, Government and beneficiary contribution
1. Civil works	2 900 000	100%
2. Equipment and materials	3 010 000	100%
3. Goods and services	2 520 000	100%
4. Grants	6 200 000	100%
5. Salaries, allowances and operating costs	1 980 000	100%
Unallocated	1 840 000	
TOTAL	18 450 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- "Grants" refers to capital grants for tea replanting & rubber planting.
- "Goods and services" includes training and consultancies.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of one hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 150 000) for expenditure relating to categories 2, 3 and 5 above.

3. Retroactive Financing. Retroactive financing not exceeding an aggregate of five hundred thousand United States Dollars (USD 500 000), for expenditure to facilitate implementation readiness relating to categories 2, 3 and 5 above, shall be deemed Eligible Expenditure for the purposes of this Agreement. Such expenditure may be made before Effective Date, but after approval of the Financing by IFAD's Executive Board.

Logical framework

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumption
	Name	Baseline	YR1	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: Enable poor rural people to improve their food security, increase their incomes and strengthen their resilience.	1. Number of households (HH) benefiting from project services. 2. Improved HH assets. 3. Improved food security. 4. Reduction in prevalence of child malnutrition.			1. At least 7,300 HH, or 32,820 people, 30% women 2. The 7,300 HH registered an average of 20% increase in HH asset 3. The 27,600 HH (10% women headed) will not experience hunger period of more than 1 month/yea 4. Prevalence of child malnutrition reduced by 20%	1. At least 27,600 HH, or 124,000 people, 30% women 2. The 27,600 HH registered an average of 40% increase in HH asset; 3. The 27,600 HH (10% women headed) will not experience hunger period of more than 1 month/yea 4. Prevalence of child malnutrition reduced by 20%	RIMS impact surveys at baseline and completion Special impact evaluation studies by external agencies	Year 1 At the end of 4 th project year	M&E Coordinator/ Project Manager	Government will continue to have favorable policies towards tea and rubber sub-sectors. The economy in general will have favorable growth and low cost escalations. Less or no natural calamities affecting tea and rubber community.
Development Objective: Smallholders' economic activities in tea & rubber become more productive, profitable and resilient.	5. Increased productivity.				5. Average green tea leaf productivity increased from 3,000 kg/ha to 14,000 kg/ha Average dry rubber sheets productivity of 2160kg/ha achieved	M&E reports Records of rubber societies Reports of service providers, BDOs, pvt sector linkage coordinator	Monthly	M&E Coordinator/ Community Development Officer as the field-level M&E supported by Business Development Officers (BDOs)	Price recovery over next five-year economic/price cycle. Lands be timely available for planting.
Outcomes/ Components: Better organized tea & rubber smallholders able to sustainably produce & market their products.	6. Societies organised and selling members' tea & rubber.			6. At least 30 tea societies & 10 rubber societies	6. At least 50 tea societies and 20 rubber societies	M&E reports Records of tea & rubber societies	Monthly	M&E Coordinator to coordinate with originators of reports	No holdups of the project tea replanting incentive and the TSHDA subsidy paid to the beneficiaries.

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumption
	Name	Baseline	YR1	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Tea & rubber smallholders get increased access to credits.	7. Number of tea & rubber growers got loans.			7. The 1,450 beneficiaries, 30% women, got loans	7. The 16,000 beneficiaries, 30% women, got loans	Partner bank monitoring reports; progress reports of facilitators	Partner bank reports quarterly and others monthly	BDOs at the field level and M&E Coordinator at PMU level	Commitment of banks in financing tea and rubber sub-sectors. Political uncertainties and special initiatives related to agricultural finance do not affect credit culture.
Outputs: Tea societies capacity built including gender. Smallholder tea replanted in 5 districts. Overhauling farm roads in tea areas.	8. Number of tea societies diagnosed & capacity built. 9. Tea replanted extent. 10. Farm road length overhauled.			8. 100 tea societies 9. 2,250 ha of tea 10. At least 50 km of designated road lengths overhauled	8. 150 or more tea societies 9. 5,500 tea replanted in 5 districts 10. At least 80 km of designated road lengths	M&E reports Records of tea societies Reports of service providers, BDOs	Monthly	M&E Coordinator to coordinate with originators of reports	MPI use a scheme to pay the "target related incremental payment" to participating TSHDA staff. TSHDA will continue with the proposed modified infilling scheme.
Rubber society capacity built including gender. Smallholder rubber planted in 2 districts. Overhauling farm roads in rubber areas.	11. Number of rubber societies diagnosed & capacity built. 12. Rubber planted extent. 13. Farm road length overhauled.			11. 40 societies 12. 900 ha rubber planted in 2 districts 13. At least 50 km of designated road lengths overhauled	11. 60 or more tea societies 12. 3,000 ha rubber planted in 2 districts 13. At least 70 km of designated road lengths	M&E reports Records of rubber societies Reports of service providers, BDOs	All monthly	M&E Coordinator to coordinate with originators of reports	MPI resolves at earliest the scheme to pay the "target related incremental remuneration" to participating RDD staff.